

Communiqué conjoint

Des ONG demandent à l'UE d'agir de toute urgence pour mettre fin aux violences en Libye

25 février 2011 - Alors même que la violente répression menée par Mouamar Kadhafi a toujours cours, Amnesty International, Oxfam International et la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), appellent l'Union européenne à traduire ses déclarations en actes de toute urgence.

Les ONG ont salué l'appel de Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, à mettre en place des mesures contraignantes à l'égard de la Libye mais souhaitent qu'elles soient mises en œuvre immédiatement.

“Ce dont les Libyens ont besoin maintenant, c'est d'un leadership européen audacieux et uni et non d'une simple expression de préoccupation. Alors que le bain de sang se poursuit en Libye, l'Union européenne et le Conseil de sécurité de l'ONU doivent décider d'actions urgentes pour assurer la protection des civils, et éviter des violences futures”, a déclaré Elise Ford, chef du bureau Union Européenne d'Oxfam International. *“Les Etats membres ne peuvent se montrer frileux lorsqu'il s'agit de défendre les valeurs qu'ils prétendent promouvoir dans la région et dans le reste du monde”.*

Les organisations appellent l'Union Européenne et la communauté internationale dans son ensemble, à adopter deux mesures, actuellement en discussion entre les Etats membres:

- geler tous les biens du Colonel Kadhafi et des hauts dirigeants de l'armée et de la sécurité,
- imposer un embargo total sur l'exportation et le transfert d'armes, de munitions et d'équipements militaires et de sécurité vers la Libye.

“Tous les gouvernements voisins, au sud de l'Europe, sont confrontés à des mouvements de contestation populaire. L'Union européenne se doit de réagir fermement vis à vis du gouvernement Libyen pour ne pas créer un précédent : risquer que d'autres régimes choisissent la force plutôt que de prendre en considération les demandes légitime du peuple », a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

L'UE n'a jusqu'ici pas réussi à adopter une position commune ferme et des mesures contraignantes, alors que des pays membres comme l'Italie ont fait part de leurs inquiétudes quant à d'importants flux d'immigrés.

“Les inquiétudes à propos d'un possible flux de population depuis la Libye ne doit pas affecter la réponse de l'Union européenne face aux atrocités commises actuellement. L'Union européenne doit se préparer à aider les personnes qui fuient les violences en Libye et garantir une protection à ceux qui en ont besoin, en accord avec la convention des Nations unies sur les réfugiés, et le droit d'asile de l'Union européenne”, a déclaré Nicolas Beger, directeur du Bureau des Institutions Européennes pour Amnesty International.

Les organisations ont également appelé l'UE à soutenir la mise en place d'une commission d'enquête internationale afin de juger les crimes et autres graves violations du droit international humanitaire en Libye, lors d'une session spéciale du Conseil des droits de l'Homme qui se tenait aujourd'hui à Genève. L'enquête devrait fournir aux autorités nationales et internationales les bases nécessaires la reconnaissance de la responsabilité des auteurs des crimes commis.

Contacts :

Amnesty International: Peter Clarke on +32-2-5482773 or pclarke@amnesty.eu

FIDH: Grégoire Théry on +32 496 21 64 66 or gthery@fidh.org

Oxfam International: Angela Corbalan on + 32 473 56 22 60 or

angela.corbalan@oxfaminternational.org